

Daniel Senesael fustige la décision du CdH de se débarrasser de son partenaire de coalition comme un malpropre : « Une manœuvre politicienne en forme de coup de poignard »

La justification selon laquelle il n'est plus possible de gouverner avec les socialistes en raison de leur implication dans différentes affaires ne tient absolument pas la route. Il n'y a pas lieu de nier les faits, oui des mandataires de ma famille politique s'en sont mis plein les poches avec de l'argent public ce qui est tout bonnement scandaleux et que je dénonce. Toutefois cette attitude qui vise à jeter une présomption de culpabilité sur l'ensemble des élus PS, je ne peux l'accepter !

Faut-il rappeler que des membres du CDH ont également été impliqués dans les récents scandales, eux qui étaient notamment actifs au sein des comités de secteurs de Publifin. Par ailleurs, qui oserait croire que le MR constitue le parti le plus éthique au sein du paysage politique francophone ? Est-ce que Monsieur Lutgen considère le fait que le président MR du CPAS de Bruxelles touche 100.000 € par an par le biais de ses mandats est moins dégoûtant ? Est-ce que le Kazakhgate, une véritable affaire d'Etat dont le premier rôle est tenu par un élu libéral est plus acceptable et fait de ce parti un partenaire à privilégier ?

Il n'en est évidemment rien ! Je vois dans cette manœuvre politicienne en forme de coup de poignard de la part d'un partenaire de majorité qui sondages après sondages ne cesse de s'enfoncer non seulement une vaine tentative de se donner un blanc-seing mais surtout une crainte face aux positions des socialistes en faveur du décumul et de plus de transparence. En voulant s'acoquiner de la sorte avec le MR, le CDH trouverait un partenaire qui comme lui ne veut pas avancer sur cette question. A cet égard, le prétexte des affaires ne fait figure que de cache-sexe dont personne n'est dupe. Alors qu'ils ont gouverné durant 28 ans sur les 35 dernières années en partenariat avec les socialistes, il est évident que les humanistes ont aussi leur part de responsabilité.

Je fustige dès lors cette décision d'un parti plus que moribond de ne pas respecter la parole donnée en cassant l'accord de gouvernement dans lequel il s'était pourtant engagé et qui offre une fois encore aux citoyens un spectacle affligeant de dirigeants désespérés qui ne savent plus que faire pour se racheter une crédibilité évanouie depuis longtemps. En souhaitant se débarrasser de la sorte du 1^{er} parti wallon et de renégocier une nouvelle majorité, il est indéniable que des décisions vont être postposées, que des avancées seront remises en cause et qu'un temps considérable va être perdu, le tout au détriment de l'ensemble des Wallons. Et le plus regrettable est que les premiers qui auront à souffrir de ce sursaut désespéré d'un parti à cours d'idées pour séduire un électorat qui s'étirole depuis plusieurs années seront à nouveau les plus précarisés.